

Questionnaire for reporting on progress made on the attainment of the Paris Goals

Background and purpose of this questionnaire:

Following the Fourth High-level Meeting on Transport, Health and Environment (4HLM) in Paris on 14-16 April 2014, THE PEP is continuing to conduct its yearly surveying of Member States on the developments in achieving the goals of the Amsterdam Declaration from 2009 and the Paris Declaration since 2014. These replies were used for a regional overview on progress made at the 13th Session of the Steering Committee of THE PEP in November 2015.

The answers below were submitted by the listed THE PEP focal point(s) to THE PEP secretariat in fall 2015 and are provided here in an unedited version.

THE PEPTransport, Health
and Environment
Pan-European Programme

UNECE

World Health
Organization
REGIONAL OFFICE FOR
Europe**Questionnaire for reporting on progress made on the attainment of the Paris Goals****Section A: Information about the preparation of the replies to the questionnaire**

| | | | |
|---|---|------|------------|
| Country | France | Date | 01/10/2015 |
| Name of officer (national focal point) responsible for submitting the report | Annette GOGNEAU | | |
| Institution | Ministry of ecology, sustainable development and energy | | |
| Website | www.developpement-durable.gouv.fr | | |
| Names of the officers (national focal points) from the other two sectors that participated in the preparation of the report | 1. Caroline PAUL - Marie FIORI 2. | | |
| Institutions | 1. Ministry of health 2. | | |
| Websites | 1. http:// 2. http:// | | |

Please provide brief information on the process through which this report has been prepared, including information on which types of authorities were consulted or contributed to its preparation.

- Ministry in charge of health
 Ministry in charge of environment
 Ministry in charge of transport
 Regional authorities
 Local authorities
 Academia
 Private business
 Non-governmental organizations
 Others, please specify:

Please report any particular circumstances that have a major impact on the context for the implementation of THE PEP in your country. For example, whether the decision-making structure is federal and/or decentralized and whether financial constraints are a significant obstacle to implementation.

Referring to THE PEP Priority Goals of the [Paris Declaration](#) adopted by the Fourth High-level Meeting on Transport, Environment and Health in 2014, please describe briefly the most significant national-level (and/or local-level) progress achieved in attaining these goals.

If the actions described are carried out in cooperation with other Member States or with international or regional organizations (such as the European Union), please indicate this.

Section B: Implementation of the Paris Goals

Priority Goal 1: to contribute to sustainable economic development and stimulate job creation through investment in environment- and health-friendly transport

indicator 1.1 Please describe any policies or programmes in your country that support investment in the following:

Development of transport infrastructure that promotes safety, environment and health and has a job creation potential, including rail and light rail. *Please specify:*

Trois appels à projets en 2009, 2011 et 2014 ont permis le cofinancement par l'Etat de projets locaux (hors Ile-de-France) de transports collectifs en site propre : métro, tramway, bus à haut niveau de service. L'objectif de 1800 km de lignes nouvelles fixé dans la loi du 9 août 2009 a été atteint et même dépassé. En Ile-de-France, le projet de nouveau métro automatique dénommé Grand Paris Express prévoit 200 km de lignes supplémentaires d'ici 2030.

Clean and efficient intermodal connections. *Please specify:*

La feuille de route de la Conférence environnementale 2014 a prévu le lancement en 2015 d'une réflexion sur la conception, les fonctionnalités et la gestion des pôles multimodaux de transport de voyageurs. Ce travail sera mené par le Gouvernement en lien avec les autorités organisatrices de la mobilité.

Safety measures in road transport. *Please specify:*

L'article 47 de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte donne au maire la possibilité de fixer une vitesse maximale autorisée inférieure à celle prévue par le code de la route sur tout ou partie des voies de l'agglomération ouvertes à la circulation publique, eu égard aux nécessités de sécurité et de circulation routières, de mobilité ou de protection de l'environnement. Le 26 janvier 2015, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve présentait au Premier ministre un plan d'urgence de 26 mesures pour la sécurité routière, dont 19 ont déjà été mises en œuvre. Ces 26 mesures s'attaquaient à des sujets aussi différents que la lutte contre les dangers du téléphone en conduisant (interdiction des oreillettes et écouteurs en conduisant depuis le 1er juillet), de l'alcool au volant pour les conducteurs novices (leur alcoolémie maximale est fixée à 0,2 g/l depuis le 1er juillet également), ou les excès de vitesse (avec par exemple l'inauguration d'un nouveau type de radar, le radar autonome). Un comité interministériel de la sécurité routière (CISR) s'est tenu le 2 octobre 2015 pour adopter un plan d'action interministériel en faveur de la sécurité routière particulièrement ambitieux, qui concernera l'ensemble des Français, mais aussi les conducteurs étrangers qui empruntent le réseau routier français.

Infrastructure for active and environmentally friendly transport. *Please specify:*

L'article 41 de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte précise que le développement et la diffusion de l'usage du vélo et des mobilités non motorisées constituent une priorité au regard des exigences de la transition énergétique et impliquent une politique de déploiement d'infrastructures dédiées. Afin de permettre le recours du plus grand nombre de citoyens à ces mobilités, la France se fixe un objectif de déploiement massif, avant 2030, de voies de circulation et de places de stationnement réservées aux mobilités non motorisées, en particulier de stationnement sécurisé pour les vélos. Ces mobilités sont favorisées en incitant les collectivités territoriales à pourvoir la mise en œuvre de leurs plans cyclables. Le 5 mars 2014 un plan d'actions pour les mobilités actives a été publié, il comporte 25 mesures concrètes dont plusieurs ont pour objectif de partager l'espace public et sécuriser les modes actifs. Le décret du 2 juillet 2015 améliore le respect des cheminements piétons et des espaces dédiés aux cyclistes, en aggravant les sanctions en cas d'occupation par des véhicules motorisés. Il interdit l'arrêt ou le stationnement à cinq mètres en amont du passage piéton (en dehors des places aménagées) pour accroître la visibilité entre les conducteurs de véhicules et les piétons souhaitant traverser la chaussée. Il généralise les doubles sens cyclables aux aires piétonnes et à l'ensemble des voies où la vitesse maximale autorisée est inférieure ou égale à 30 km/heure ou moins, il permet aux cyclistes de s'écarter des véhicules en stationnement sur le bord droit de la chaussée. Il autorise le chevauchement d'une ligne continue pour le dépassement d'un cycliste si la visibilité est suffisante.

Eco-Tourism. *Please specify:*

Le plan d'actions pour les mobilités actives publié le 5 mars 2015 vise également à développer les itinéraires de loisir et le tourisme à vélo. L'objectif est de faire progresser la part des séjours à vélo (vélotourisme et cyclotourisme) dans l'ensemble des séjours touristiques.

Priority Goal 2: to manage sustainable mobility and promote a more efficient transport system

indicator 2.1 Describe the 3 main policies or programmes in your country that support mobility management and modal shift away from the private car toward more environmentally-friendly modes (public transport, walking and cycling, etc.) and indicate the level (i.e. national, sub-national, local/municipal) and target groups

| Level | Description |
|--|--|
| <input type="text" value="local/municipal"/> | La loi du 27 janvier 2014 a étendu les compétences des autorités organisatrices de transport urbain au covoiturage, à l'autopartage, au vélo, à la logistique urbaine pour une organisation globale de la mobilité |
| Target group <input type="text"/> | |

| Level | Description |
|-----------------|---|
| local/municipal | La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte comporte différentes mesures pour favoriser le covoiturage : définition, possibilité pour les autorités compétentes d'octroyer aux covoitureurs des conditions favorables de circulation et de stationnement |
| Target group | |

| Level | Description |
|--------------|--|
| national | La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte rend obligatoires les plans de mobilité des entreprises pour les entreprises situées dans le périmètre d'un plan de déplacements urbains et employant plus de 100 salariés sur un même site |
| Target group | |

indicator 2.2 **Does the government raise awareness of mobility choices?**

Yes

indicator 2.3 **Does the government promote the use of information technology to increase the efficiency of the transport system?**

Yes

indicator 2.4 **Are there mechanisms in place in your country to improve the coordination between land use and transport planning?**

Yes

indicator 2.5 **Does your country take any measures to promote high-quality integrated public transport and reducing the need for, and the volume of, car traffic?**

Yes

Please, specify:

L'Autorité de la qualité de service dans les transports (AQST) veille à l'amélioration de la qualité de service, notamment la régularité et la ponctualité, dans les transports de voyageurs et à la qualité de l'information diffusée aux voyageurs en situation normale comme en situation dégradée ou perturbée. Le développement du télétravail, la création d'espaces de co-working contribue à la réduction de la demande de transport.

Priority Goal 3: to reduce emissions of transport-related greenhouse gases, air pollutants and noise

indicator 3.1 **Describe any strategies, policies or measures to support a shift in the vehicle fleet towards zero- or low-emission vehicles and fuels based on renewable energy, clean transport modes and fostering electric mobility as well as eco-driving.**

La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte encourage le renouvellement des flottes de l'Etat, de ses établissements publics, des collectivités territoriales, des loueurs de véhicules, des taxis par des véhicules à faibles niveaux d'émissions de CO2 et de polluants atmosphériques. Le renouvellement des véhicules des particuliers par des véhicules à faibles ou très faibles niveaux d'émissions est encouragé par le système du bonus-malus mis en place en 2008 : paiement d'un "bonus" aux acheteurs de véhicules émettant peu de CO2 et pénalité (malus) pour les acheteurs de véhicules polluants. Depuis le 1er avril 2015, le système a été modifié pour encourager le remplacement des véhicules diesel mis en service avant le 1er janvier 2001 : pour l'achat d'un véhicule électrique, l'avantage peut atteindre 10 000 euros.

indicator 3.2 **Does your Government take any measures to support a reduction in noise emissions from transport activities?**

Yes

Specify

Priority Goal 4: to promote policies and actions conducive to healthy and safe modes of transport

indicator 4.1 **Describe any strategies, policies and measures in your country for the promotion of healthy and safe modes of transport, including infrastructure and safety measures for safe walking and cycling, policies to support cycling and walking, in particular in urban areas and links with efficient and accessible public transport**

Plan d'action pour les mobilités actives et décret du 2 juillet 2015 (cf réponse indicateur 1.1)

- Dans le cadre de sa convention avec le ministère chargé de la santé, le Réseau français des villes santé de l'OMS (90 collectivités) a réalisé une brochure 4-pages présentant HEAT et son utilisation par 3 villes françaises (Nantes, Nancy et Grenoble) (http://www.villes-sante.com/wp-content/uploads/brochure_PVS4_outil_heat_mars2015_v2_ENGLISH.pdf).

- Le ministère chargé de la santé est en train d'élaborer des outils pédagogiques "mobilités actives" pour encourager les élèves d'école primaire et collège à se déplacer à pied, vélo...

indicator 4.2 **Do transport policies and actions in your country focus on vulnerable groups such as children and persons with reduced mobility?**

Yes

Specify:

Les services de transport public sont progressivement mis en accessibilité pour les personnes handicapées et à mobilité réduite. Le 2 octobre 2015, le Premier ministre a annoncé que le port du casque à vélo va devenir obligatoire pour les enfants de moins de 12 ans.

Priority Goal 5: to integrate transport, health and environmental objectives into urban and spatial planning policies

indicator 5.1 **In your country, at what administrative level(s) and in which sectors is spatial/urban planning regulated?**

| | national | sub-national | local / municipal |
|-------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Transport | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Energy | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Housing | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Environment / landscape | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Tourism | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Sport | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Other, specify: | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

indicator 5.2 **Is spatial planning coordinated between the authorities indicated above in indicator 5.1?**

Yes

indicator 5.3 **Describe any policies or legal measures that require integrated urban and spatial/urban planning in order to reduce the impact of transport on health, the environment and land use, increase energy efficiency and support green and healthy mobility and transport as well as sustainable livelihoods. Please also indicate at which administrative level they exist.**

Le plan de déplacements urbains détermine les principes de l'organisation des transports de voyageurs et de marchandises, du stationnement et de la circulation dans les agglomérations urbaines. Il est obligatoire dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants. Ses principaux objectifs sont la réduction du trafic automobile, la sécurité, le développement des transports publics, de la marche et du vélo, le partage de la voirie entre les différents usages, l'organisation du stationnement, la livraison des marchandises en ville.

indicator 5.4 **Are there national capacity building initiatives on integrating transport, health and environmental objectives into urban and spatial planning policies?**

Yes

If YES, please indicate how they are done?

- academic education
 training for professionals
 other, please specify:

coopération universitaire en cours de définition pour une meilleure intégration des questions de santé-transport-environnement dans les cursus

Overall main achievement since September 2014

indicator 5.5 **Describe your country's most important development (only one) in achieving the Paris Declaration Goals that took place since September 2014. A selection of the submitted achievements will be considered for presentation at the next session of the Steering Committee.**

Un 3ème Plan national santé environnement (PNSE3) intégrant un volet "transports", a été adopté le 12/11/2014 pour la période 2015-2019. Le volet "transports" comprend les 3 actions suivantes (qui se déclinent en sous-actions) :

- * Action n°1 : prendre en compte la problématique santé environnement dans les documents de planification territoriale relatifs aux déplacements (voyageurs et marchandises) ainsi qu'à l'urbanisme et au logement ;
- * Action n°2 : promouvoir les mobilités actives, évaluer et valoriser leurs effets sur la santé et l'environnement ;
- * Action n°3 : améliorer la connaissance des impacts sur la santé de la qualité des transports quotidiens (fiabilité, perception).

Section C: Implementation of THE PEP

6. THE PEP Implementation mechanisms (please see the Amsterdam Declaration para 6-8 and Paris Declaration para 9)

NATIONAL TRANSPORT, HEALTH AND ENVIRONMENT ACTION PLANS (NTHEAPs)

More information:

indicator 6.1 **Does your country have a NTHEAP or similar tool?** Yes

[Manual on developing NTHEAPs](#)

Was THE PEP helpful in the development of your country's NTHEAP? Yes

If available, please provide a web link to your country's NTHEAP:

http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/PNSE3_v_finale.pdf

indicator 6.2 **What is the current status of your country's NTHEAP?** Adopted

indicator 6.3 **What is/will be the scope and format of your country's NTHEAP?**

- national
 sub-national
 stand-alone document
 part of a national environment and health action plan (NEHAP)
 environment and health components in a national transport action plan

RELAY RACE (Staffete)

More information:

indicator 6.4 **Has your country contributed to THE PEP relay race workshops?** Yes

[Workshop in Kaunas, 2014](#)
[Workshop in Almaty, 2013](#)
[Workshop in Moscow, 2012](#)
[Workshop in Kyiv, 2011](#)
[Workshop in Batumi, 2010](#)
[Workshop in Skopje, 2010](#)
[Workshop in Pruhonice, 2009](#)

If YES, how?

- technical contribution (in kind)
 financial contribution

THE PEP PARTNERSHIP

More information:

indicator 6.5 **Does your country contribute to THE PEP Partnership?** Yes

[Terms of reference of THE PEP Partnership](#)

If YES, which ones and how does your country contribute?

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Partnership on jobs in green and healthy transport | <input type="text"/> |
| <input checked="" type="checkbox"/> Partnership on cycling promotion | technical expertise (in kind) <input type="text"/> |
| <input type="checkbox"/> Partnership on eco-driving | <input type="text"/> |
| <input checked="" type="checkbox"/> Partnership on health economic assessment of walking and cycling | technical expertise (in kind) <input type="text"/> |
| <input type="checkbox"/> Partnership on signs and signals for pedestrians and cyclists | <input type="text"/> |
| <input type="checkbox"/> Partnership on TRANSDANUBE and ACCESS2MOUNTAIN | <input type="text"/> |
| <input checked="" type="checkbox"/> Partnership on Paris Goal 5 | technical expertise (in kind) <input type="text"/> |

indicator 6.6 **Are there any formal networks/platforms of professionals who are involved in THE PEP issues in your country?**

Yes

Please specify:

EPOMM

indicator 6.7 **Are these networks/platforms supported by the government?**

Yes

If YES, please indicate how:

- direct funding
 in kind
 political

7. Policy, regulatory and operational frameworks that support the promotion of THE PEP

indicator 7.1 **Do you have a coordinating body and/or a formal structure for implementation of THE PEP within your government?**

Yes

Represented sectors:

- Transport Education
 Environment Spatial/urban planning

- Agriculture
 Health
 Finance
 Academia
 Spatial urban planning
 Agriculture
 Others, please specify:

indicator 7.2 **Is integration of the three sectors reflected in any other national policy document(s)?**

Yes ▼

Please list main documents:

Secteurs transports et environnement sont dans le même ministère
PNSE3 (cf réponse indicateur 5.5)

indicator 7.3 **Is public awareness in relation to the integration of the three sectors addressed in relevant national document(s)?**

Yes ▼

Please list main documents:

Semaine européenne de la mobilité, tous les ans du 16 au 22 septembre

indicator 7.4 **Are public budgets and/or economic incentives available specifically to support integration of the three sectors?**

Yes ▼

Please specify:

ADEME (public environment and energy management Agency, sous la tutelle du ministère chargé de l'environnement) lance chaque année un appel à projets "Aact-Air" pour encourager les actions des collectivités favorables à la qualité de l'air, et en particulier des actions de développement des transports durables et sains.

indicator 7.5 **Are there any national policies or legal measures that require public consultation and stakeholder involvement in decision making processes in the field of transport, health and environment?**

Yes ▼

indicator 7.6 **Does your country have a national action plan for the promotion of cycling?**

Yes ▼

8. Future of THE PEP

Indicator 8.1 **What have been the main successes of THE PEP in stimulating national action in the priority areas of THE PEP in your country? Please give concrete examples and a short explanation of your assessment.**

Prise en compte d'un volet "transports" dans les PNSE et organisation de la 4ème réunion de haut niveau de THE PEP à Paris en avril 2014

Indicator 8.2 **What have been the main weaknesses of THE PEP in stimulating national action in the priority areas in your country? Please give concrete examples and a short explanation of your assessment.**

Indicator 8.3 **How could THE PEP better support national efforts to integrate transport, environment and health policies and achieve sustainable transport?**